

Jun 2005

Le plan Villepin pour l'emploi: pathétique

*Serge-Christophe Kolm**

Bill Clinton en campagne électorale dévidait un discours qui ne soulevait pas d'enthousiasme lorsque quelqu'un lui souffla: "the economy, stupid". Il fut élu. Quelqu'un doit de même suggérer à M. de Villepin: "la macroéconomie".

Une politique macro-économique normale, comme celle des Etats-Unis, réduirait le chômage en France à la moitié de ce qu'il est – c'est-à-dire au taux de chômage des Etats-Unis. Depuis un quart de siècle, des économistes proposent de telles stratégies en France sans réussir à ébranler des préjugés primaires. Mais il n'est plus la peine de dire. Il suffit de regarder outre-Atlantique: le modèle macro-économique américain est la plus éclatante leçon de politique économique de notre temps.

Les Etats-Unis ont un taux de chômage de 5% et une croissance de quelques 4% l'an. Le simple excès de cette croissance sur celle de la France durant les quatre années d'application de cette stratégie contra-cyclique a engendré une richesse économique voisine du revenu national français. C'est aussi autant de puissance internationale de plus, et il devient ridicule de vouloir avoir du poids en s'en ôtant les moyens. Et Georges Bush a été réélu.

La stratégie macro-économique Greenspan-Bush peut être qualifiée de géniale, mais le meilleur qualificatif est qu'elle est tout simplement normale et évidente, étant donné ce que l'on sait. Quand une crise économique est là, on abaisse progressivement le taux d'intérêt directeur jusqu'à 1%, on diminue les impôts en laissant le déficit public aller jusqu'à 5% du revenu national, et on favorise la baisse de la monnaie (aidée par ce bas taux d'intérêt). Quand l'économie s'est ré-installée au plein-emploi normal et à la croissance soutenable, on relève progressivement le taux d'intérêt, le taux de change remonte, l'économie gonfle les entrées fiscales, et on voit bientôt apparaître une "cagnotte" budgétaire (des dépenses militaires peuvent la cacher un temps, mais le déficit public américain est déjà revenu à celui de la

*Institut d'Economie Publique.

France). Le déficit extérieur américain est autre chose puisqu'il signifie simplement que les Etats-Unis sont la caisse d'épargne de la Chine. En fin de compte, on gagne les élections.

La compréhension de cette stratégie n'a pas atteint le pouvoir politique en France, par suite d'une série de modalités qui incluent l'ignorance de la politique de change d'équilibre au début des années 80, la politique du "franc fort" pour "préparer l'euro", puis l'euro. Celui-ci n'empêche pas de mener cette stratégie puisque le gros de sa zone est en crise ensemble. Ce qui l'empêche est une idéologie économique qui règle le "pacte de stabilité" et la politique de la Banque Centrale Européenne.

Une idéologie est une rigidification mentale. Celle-ci consiste à extrapoler aux situations de crise des règles valables à l'équilibre de plein emploi normal. Ainsi, la règle que la politique monétaire doit se focaliser sur l'inflation n'est plus valable avec 10% de chômeurs, situation où tous les instruments doivent être ajustés dans le même sens (a fortiori si l'outil budgétaire est entravé par un "pacte").

Un autre mythe concerne le déficit public. Ce n'est pas "une dette que nous léguons à nos enfants" car il est constitué de créances sur l'Etat que leurs détenteurs "lèguent à leurs enfants" en même temps que leurs autres actifs (nous devons la dette publique à nous-mêmes). Surtout, la façon efficace de limiter la dette est d'agir sur l'assiette des impôts, par la croissance résultant de la stratégie macro-économique requise.

La première flexibilité doit être celle de la politique macro-économique, menée comme on peut et sait le faire. En l'état présent, on avait le choix entre deux politiques: arrêter les baisses d'impôt pour financer le "social" comme pommade sur le chômage de masse, ou les renforcer pour soutenir la croissance et l'emploi et avoir moins besoin de ce "social". La première, choisie, a l'air plus "sociale" mais fait perdre tout le monde en fin de compte.

Ce n'est pas qu'il n'y ait rien à faire au niveau micro-économique, mais, là aussi, il faut une stratégie fondée sur une compréhension du fond de la question et non pas un saupoudrage de mesures ad hoc pêchées à droite et à gauche et dérisoires par rapport à l'ampleur du mal. Le problème est que les mesures redistributives sont assises sur les échanges dont ils distordent les prix (impôt sur le revenu gagné ou crédit d'impôt, contraintes sur des salaires ou des prix, etc.). Cela entrave le libre échange, l'efficacité économique, et notamment l'emploi.

La solution n'est pas d'abaisser la redistribution, mais de la découpler de l'échange autant que faire se peut, c'est-à-dire de l'asseoir sur des variables moins "élastiques" (comme disent les économistes).

Pour prendre un exemple, la simple exonération d'impôt des heures supplémentaires et primes de rendement libère largement le travail de la distorsion fiscale (les taux d'impôt peuvent être accrus si besoin). De même, les bas salaires peuvent être subventionnés sur un travail fictif donné et non pas sur le travail réellement effectué. Par exemple, le gros de la redistribution peut revenir à partager également les revenus de un jour et demi de travail par semaine, manifestant ce degré de solidarité dans la communauté. L'ensemble de cette réforme fiscale et distributive peut se faire progressivement et de sorte que tout le monde gagne à chaque étape¹.

Le résultat est à la fois plus de liberté d'échange et de justice sociale. C'est aussi ce qui rendrait la protection sociale nationale moins vulnérable au libre-échange européen. Il n'est pas vrai que le "libéralisme" et la redistribution s'opposent: cela dépend seulement de la façon dont cette dernière est réalisée.

Les bonnes politiques macro et micro-économiques se soutiennent mutuellement. Mais chaque élément, même seul, améliore fortement la situation. Pourquoi attendre pour appliquer ce que montrent sans conteste l'exemple et l'analyse?

¹ Une analyse détaillée de cette politique est présentée dans mon livre *Macrojustice (The Political Economy of Fairness)*, Cambridge University Press, 2004.